



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet National Cybercrime Solution Projec Solution nationale en matière de cybercriminalité	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-205915/D	Amendment No. - N° modif. 006
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-205915	Date 2021-05-21
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-155-39352	
File No. - N° de dossier 164xl.M7594-205915	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-06-22 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kumar, Rajesh	Buyer Id - Id de l'acheteur 164xl
Telephone No. - N° de téléphone (613) 914-7906 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification 006 de l'invitation à soumissionner vise à :

1. Modifier la section 2, Appendice G – Tableaux de référence pour le modèle de services infonuagiques
2. Afficher les questions et réponses

1. La section 2, Appendice G – Tableaux de référence pour le modèle de services infonuagiques d'Annexe A, l'énoncé suivant est supprimé :
« Les entrepreneurs qui proposent une solution pour laquelle la GRC devra s'approvisionner en services et ressources infonuagiques (dans le cas où l'ensemble ou une partie de la solution est hébergée dans l'espace infonuagique de la GRC [IaaS ou PaaS privée]) avec octroi de licences perpétuelles doivent remplir les sections applicables du Tableau G 1 : Ressources infonuagiques que la GRC doit fournir. »

ET REMPLACÉ par:

- « Les entrepreneurs qui proposent une solution pour laquelle la GRC devra s'approvisionner en services et ressources infonuagiques (dans le cas où l'ensemble ou une partie de la solution est hébergée dans l'espace infonuagique de la GRC [IaaS ou PaaS privée]) doivent remplir les sections applicables du Tableau G 1 : Ressources infonuagiques que la GRC doit fournir. »

2. Questions et réponses:

Question #	Question	Response
80	Utilisation des données du Canada. La version finale de la DP comprend de nouvelles dispositions sur l'utilisation des données du Canada par l'entrepreneur (partie 7, section 7.6), qui reprennent des éléments de contenu de l'annexe E. De fait, la section 7.6 précise que : « l'entrepreneur doit : ii) utiliser et divulguer les données du Canada uniquement et	Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les conditions générales demeurent inchangées. Le libellé plus strict de la section 7.6 s'applique à la divulgation des données du Canada aux fournisseurs de services d'infonuagique. La divulgation de toute donnée du Canada pour réaliser les activités commerciales légitimes

	<p>exclusivement afin de fournir le service, et ce, conformément au contrat et aux lois applicables. » et l'annexe E, que « les données sur les clients, y compris tous les renseignements personnels (RP), seront utilisées ou autrement traitées uniquement pour fournir les services, y compris des fins compatibles avec la prestation des services ».</p> <p>Il est ESSENTIEL d'harmoniser le contenu de la section 7.6 à celui de l'annexe E en y ajoutant le segment <i>y compris des fins compatibles avec la prestation des services</i>. Une telle modification est requise puisque les fournisseurs de services infonuagiques ont besoin d'accéder aux données en marge de leurs activités commerciales légitimes (cybersécurité, détection de la fraude, conformité à la loi, etc.) relativement à la prestation de services infonuagiques aux clients.</p>	<p>mentionnées dans cette question ne se fera qu'avec le consentement du Canada.</p>
81	<p>Concernant l'appendice G, point 2</p> <p>Les entrepreneurs qui proposent une solution pour laquelle la GRC devra s'approvisionner en services et ressources infonuagiques (dans le cas où l'ensemble ou une partie de la solution est hébergée dans l'espace infonuagique de la GRC [IaaS ou PaaS privé]) avec octroi de licences perpétuelles doivent remplir les sections applicables du tableau G-1 : Ressources infonuagiques que la GRC doit fournir.</p> <p>L'autorité contractante pourrait-elle retirer « avec octroi de licences perpétuelles », car ce modèle traite également les licences perpétuelles et les licences par abonnement?</p>	<p>Le Canada supprime le libellé « avec octroi de licences perpétuelles » voir modification.</p>

82	En ce qui concerne le point 3.14.3.a.i, veuillez fournir des détails sur l'outil de gestion des billets de la GSTI qu'utilise actuellement la GRC.	L'outil de gestion des billets de la GSTI qu'utilise actuellement la GRC est Broadcom CA Service Desk Management (SDM) version 17
83	La section 7.3 (c) précise qu'on s'attend de l'entrepreneur qu'il améliore continuellement le service. Le point 3.14.2 (b) semble toutefois contredire cet énoncé en précisant que la GRC souhaite apporter des modifications continues à la solution. Pourriez-vous clarifier vos attentes en matière de responsabilité en ce qui concerne l'évolution continue de la solution?	Conformément à la demande de propositions, le Canada s'attend à ce que l'entrepreneur maintienne et améliore continuellement la solution et l'infrastructure pendant toute la durée du contrat. De plus, la solution de l'entrepreneur doit permettre la personnalisation de la couche de présentation, permettant à la GRC d'élaborer de nouveaux flux de travail, processus d'approbation, définitions de rôle, droits d'accès, modèles, rapports et écrans, afin de fournir des fonctionnalités supplémentaires non prévues dans la solution initiale.
84	En ce qui concerne la section 7.18(l), Évaluation des menaces et des risques : i. La GRC peut-elle donner une définition ou une description officielle des actions qu'elle souhaite voir exécuter lors d'une évaluation des menaces et des risques? Les évaluations des menaces et des risques du fournisseur à l'égard des applications et des solutions ne sont généralement pas invasives et ne comportent pas de procédures comme des tests de pénétration. À ce titre, le personnel du fournisseur n'aurait pas besoin d'accéder aux données de production du client au cours d'une telle évaluation, et plus particulièrement aux données jugées sensibles (p. ex. les RIP). Par ailleurs, le personnel du fournisseur n'a aucun accès permanent aux données du client et ne pourrait pas accéder à ces données sans l'autorisation expresse et le consentement du client. Dans cette optique, nous	<p>i. Comme on l'explique à la section 7.18 l), l'entrepreneur doit présenter une évaluation des menaces et des risques (EMR). Après avoir obtenu son habilitation de sécurité, l'entrepreneur aura accès aux données du GNCC qui lui permettront d'effectuer les tâches visées par l'EMR.</p> <p>ii. Le Canada doit avoir une connaissance parfaite des emplacements de données où des données du GNCC pourraient être hébergées ou traitées. Selon l'Annexe F – 3.a i. Emplacement : déterminer à quel endroit chaque produit est interlié dans tout réseau donné relativement aux données du Canada (indiquer les points de prestation de services ou les nœuds, comme les points de présence, l'emplacement des tiers, les installations de centres de données, le centre des opérations, le centre des opérations de sécurité, les points d'appairage d'Internet ou d'un autre réseau public, etc.);</p>

	<p>sommes d'avis que les points i) à iii) et v) sont sans objet, car l'évaluation des menaces et des risques effectués par le fournisseur ne devrait pas nécessiter l'accès aux RIP de production.</p> <p>Remarque : Si la GRC considère que le test de pénétration est un élément obligatoire de l'évaluation des menaces et des risques, cela peut être soigneusement défini dans le cadre d'une ENS pour exclure spécifiquement et rigoureusement l'accès aux données de production sensibles, y compris les RIP.</p> <p>ii. En ce qui concerne le point iv), est-il acceptable de décrire uniquement l'emplacement géographique du centre de données (p. ex. la ville et la province) dans lequel les données résident, par opposition à l'emplacement plus précis comme le bâti ou les serveurs? Le premier est possible, mais pas le deuxième.</p> <p>iii. En ce qui concerne le point vi), peut-on supposer que cela signifie que des mesures sont prises dans l'application/la solution, par opposition à ce qui est fait dans les centres de données? Parce qu'il n'y a rien de plus à faire au centre de données pour protéger davantage les données de la GRC que ce que nous faisons déjà pour tout le monde.</p> <p>Comme pour la déclaration précédente concernant le point vi), pouvons-nous également supposer que pour les points vii) et viii), cela se fait au niveau de l'application/de la solution, et non au niveau du centre</p>	<p>iii. Le Canada a besoin de détails concernant la façon dont les centres de données des entrepreneurs protègent les données et renseignements personnels. Les mesures de protection des infrastructures doivent être présentées en détail dans la soumission des entrepreneurs.</p> <p>Le Canada a besoin de ces renseignements pour s'assurer que toutes les données du GNCC sont conservées en toute sécurité. Toutes les infrastructures qui hébergent des données du GNCC doivent faire l'objet d'un examen pour assurer la sécurité des données du Canada.</p>
--	--	---

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
006
File No. - N° du dossier
155xl.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	de données pour les mêmes raisons que celles déjà précisées?	
85	Please provide details of the current ITSM Ticketing tool in use by the RCMP	iv. L'outil de gestion des billets de la GSTI qu'utilise actuellement la GRC est Broadcom CA Service Desk Management (SDM) version 17

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT INCHANGÉS.